



Marché public de fournitures de repas pour personnes âgées et handicapées

**C.C.A.S – Service de portage de repas à domicile
01 - Acte d'engagement
(A.E.)**

**Date limite de remise des plis :
Lundi 18 novembre 2019 à 12h00**

Centre Communal d'Action Sociale de Seloncourt

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES ET SERVICES

ACTE D'ENGAGEMENT

Maîtrise d'ouvrage

Centre Communal d'Action Sociale de SELONCOURT place du 8 mai BP 75 25230 SELONCOURT

Objet du marché

**Marché public de fournitures de repas à domicile
pour personnes âgées et handicapées**

"**Marché à procédure adaptée** selon les dispositions du code de la commande publique applicables aux marchés lancés à compter du 1er avril 2019.
Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.
Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.
Arrêté du 22 mars 2019 portant l'annexe préliminaire du code de la commande."

L'offre a été établie sur la base des conditions économiques du mois de signature de l'offre de prix par le candidat (mois zéro).

<i>Lot n°</i>
<i>Titulaire</i>
<i>N° de Marché</i>
<i>Date du Marché</i>
<i>Montant TTC</i>
<i>Imputation</i>

(Réservé pour la mention d'exemplaire unique du marché)

L'acte d'engagement comporte 8 pages et l'annexe 5 pages

ACTE D'ENGAGEMENT (AE)

<i>Personne Responsable du Marché représentant le pouvoir adjudicateur</i>

Monsieur le Président du Centre Communal d'Action Sociale de SELONCOURT

<i>Personne habilitée à donner les renseignements</i>
--

Monsieur le Président du Centre Communal d'Action Sociale de SELONCOURT

<i>Ordonnateur</i>

Monsieur le Président du Centre Communal d'Action Sociale de SELONCOURT

<i>Comptable public assignataire</i>

Madame le Percepteur d'HERIMONCOURT

ARTICLE PREMIER. CONTRACTANT(S)

Formules à utiliser par les opérateurs économiques candidats pour compléter l'article 1 Contractant

Le contractant est un opérateur économique unique utiliser la formule A

Le contractant est une société (ou groupement d'intérêt économique) utiliser la formule B

Le contractant est un groupement d'entrepreneurs solidaires utiliser la formule C

☐ FORMULE A

Nom et prénom :			
Agissant en mon nom personnel			
Domicilié à :			
Tel. :		Fax :	
Courriel :			
N° d'identité d'établissement (SIRET) :			
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :			
Code d'activité économique principal (APE) :			

☐ FORMULE B

Nom et prénom :			
Agissant en mon nom et pour le compte de (intitulé complet de la société)			
Forme juridique :			
Groupement d'intérêt économique ayant son siège social à :			
Tel. :		Fax :	
Courriel :			
N° d'identité d'établissement (SIRET) :			
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :			
Code d'activité économique principal (APE) :			

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SELONCOURT
A.E MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURE DE REPAS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES ET
HANDICAPEES

☐ **FORMULE C**

Nom et prénom :	
Agissant en mon nom et pour le compte de (intitulé complet de la société)	
Forme juridique :	
Groupement d'intérêt économique ayant son siège social à :	
Tel. :	Fax :
Courriel :	
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	
Code d'activité économique principal (APE) :	
Nom et prénom :	
Agissant en mon nom et pour le compte de (intitulé complet de la société)	
Forme juridique :	
Groupement d'intérêt économique ayant son siège social à :	
Tel. :	Fax :
Courriel :	
N° d'identité d'établissement (SIRET) :	
N° d'inscription <input type="checkbox"/> au répertoire des métiers ou <input type="checkbox"/> au registre du commerce et des sociétés :	
Code d'activité économique principal (APE) :	

Les opérateurs économiques ci-dessus sont groupés solidaires, l'opérateur économiqueétant mandataire du groupement.

(Joindre le pouvoir des entrepreneurs du groupement)

(1) Cadre à utiliser pour les opérateurs économiques individuels

(2) Cadre à utiliser pour les personnes morales.

- ✓ Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché et du Cahier des Clauses Particulière (C.C.P.) et de l'ensemble des documents qui y sont mentionnés,
- ✓ Après avoir produit les certificats, attestations ou documents prévus aux articles 48 et 49 du Code des Marchés Publics,

☐ **m'engage** sans réserve, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **me** lie toutefois que si son acceptation **m'**est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

☐ **nous engageons** sans réserve, en tant qu'opérateurs économiques groupés solidaires, représentés par :

mandataire du groupement, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

ARTICLE 2. PRIX

2-1. Montant du marché

Les modalités concernant les prix sont fixées au C.C.P.

Le montant estimatif annuel du marché est le suivant (sur la base du Détail Quantitatif Estimatif Indicatif et Bordereau des Prix Unitaires) :

- Montant hors TVA :
- TVA au taux de %, soit
- Montant TVA incluse :

Arrêté en lettres à

2-2. Sous-traitance

Le contractant, titulaire du présent marché, s'engage à respecter les dispositions en vigueur relatives à la sous-traitance et notamment celles prévues par la Loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et déclinées dans le Code des Marchés Publics.

Les déclarations et attestations des sous-traitants recensés (articles 48 à 55 et 134 du Code des Marchés Publics) sont jointes au présent acte d'engagement. (cf. annexe).

2-2.1. Sous-traitance désignée au marché

Les annexes au présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations que j'envisage / nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SELONCOURT
A.E MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURE DE REPAS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES ET HANDICAPEES

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage / nous envisageons de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

- Montant hors TVA :
- TVA au taux de %, soit
- Montant TVA incluse :

Arrêté en lettres à

2-2.2. Créance présentée en nantissement ou cession

Le montant maximal, TVA incluse, de la créance que je pourrai / nous pourrons présenter en nantissement ou céder est ainsi deEuros T.T.C.

Arrêté en lettres (€ T.T.C.) à

2-2.3. Sous-traitance envisagée au marché

Le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations qu'il est envisagé de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours de marché leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement les concernant au Pouvoir Adjudicateur ; les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Nature des prestations	Montant H.T.	Montant de la TVA	Montant T.T.C.

ARTICLE 3. DELAI D'EXECUTION

3-2. Période d'exécution

Le marché entrera en vigueur le **01 janvier 2020**. Il durera jusqu'au **31 Décembre 2022**.

Les commandes pourront être adressées dès notification du marché jusqu'à la date limite de validité du marché.

ARTICLE 4. PAIEMENTS

Les modalités du règlement des comptes du marché sont spécifiées à l'article 3 du Cahier des Charges.

Le Pouvoir Adjudicateur pourra se libérer des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

compte ouvert à l'organisme bancaire :	<div style="border: 1px dashed black; height: 1.2em;"></div>
à :	<div style="border: 1px dashed black; height: 1.2em;"></div>
au nom de :	<div style="border: 1px dashed black; height: 1.2em;"></div>
sous le numéro :	<div style="border: 1px dashed black; display: inline-block; width: 150px; height: 1.2em;"></div> clé RIB : <div style="border: 1px dashed black; display: inline-block; width: 50px; height: 1.2em;"></div>
code banque :	<div style="border: 1px dashed black; display: inline-block; width: 100px; height: 1.2em;"></div> code guichet : <div style="border: 1px dashed black; display: inline-block; width: 80px; height: 1.2em;"></div>

Pour :

☐ « Opérateur économique Unique »

☐ « Groupement d'opérateurs économiques solidaires »

Les sous signés opérateurs économiques groupés solidaires, donnent par les présentes à ce mandataire qui l'accepte, procuration à l'effet de percevoir pour leur compte les sommes qui leur sont dues en exécution du marché par règlement au compte ci-dessus du mandataire. Ces paiements seront libératoires vis-à-vis des entrepreneurs groupés solidaires.

Toutefois, le Pouvoir Adjudicateur pourra se libérer des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Le(s) opérateur(s) économiques soussigné(s), affirment sous peine de résiliation du marché, ou de mise en régie à leurs torts exclusifs qu'aucun d'entre eux ne tombe pas sous le coup des interdictions d'obtenir des commandes publiques, mentionnées à l'article 43 du code des marchés publics et qu'en cas d'attribution du marché, ils exécuteront la commande avec des salariés employés régulièrement au regard des dispositions du Code du Travail en vigueur dans ce domaine.

Fait en un seul original	
à : <div style="border: 1px dashed black; display: inline-block; width: 300px; height: 1.2em;"></div>	le : <div style="border: 1px dashed black; display: inline-block; width: 200px; height: 1.2em;"></div>
Mention(s) manuscrite(s) "lu et approuvé" signature(s) de l'(des) opérateur(s) économique(s) :	

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SELONCOURT
A.E MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE DE REPAS A DOMICILE POUR PERSONNES AGEES ET
HANDICAPEES

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

Le Pouvoir Adjudicateur,

à :

le :

Le Pouvoir Adjudicateur certifie que le présent marché a été reçu par le représentant de l'Etat, au titre du contrôle de légalité, le :

Date d'effet du marché

Reçu notification du marché le :

Le titulaire / **mandataire du groupement** :

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché signé le
le titulaire / **mandataire du groupement** destinataire.

par

Pour le Pouvoir Adjudicateur,

à :

le :

(date d'apposition de la signature ci-après)

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE DE PREMIER RANG

☐ ANNEXE N° A L'ACTE D'ENGAGEMENT

☐ DECLARATION SPECIALE EN COURS DE MARCHE

■ Désignation du pouvoir adjudicateur (ou de l'entité adjudicatrice) :

Centre Communal d'Action Sociale de Seloncourt
Mr le Président du Centre Communal d'Action Sociale de Seloncourt
Place du 8 mai
BP 75
25230 Seloncourt
tél. : 03.81.34.11.31 télécopieur : 03.81.37.19.94

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du code des marchés publics (nantissements ou cessions de créances) :

Mr le Président du Centre Communal d'Action Sociale de Seloncourt
Place du 8 mai
BP 75
25230 Seloncourt
tél. : 03.81.34.11.31 télécopieur : 03.81.37.19.94

B - Objet du marché public ou de l'accord-cadre.

Marché de fourniture relatif à la restauration scolaire

C - Objet de la déclaration du sous-traitant.

La présente déclaration de sous-traitance constitue :
(Cocher la case correspondante.)

- ☐ une annexe à l'acte d'engagement remis par le candidat ;
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement ;
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.

Nom commercial et la dénomination sociale du candidat ou du titulaire du marché public ou de l'accord-cadre

.....

Nom mandataire si groupement :

Adresses de l'établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement)

.....
.....

Téléphone :

Télécopie :

Email :

N° SIRET :

E - Identification du sous-traitant.

■ Identification du sous traitant

Nom commercial et la dénomination sociale

.....

Adresses de l'établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement)

.....
.....

Téléphone :

Télécopie :

Email :

N° SIRET :

■ Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

.....

■ Numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers, au centre de formalité des entreprises :

.....

■ Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant : *(de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant.)*

Nom :

Prénom :

Qualité :

Nom :

Prénom :

Qualité :

■ Le sous-traitant déclare remplir les conditions pour avoir droit au paiement direct *(Article 115 – Modifié par le décret n° 2009-1086 du 2 septembre 2009, art.2)*

(Cocher la case correspondante.)

☐ NON

☐ OUI

F - Nature et prix des prestations sous-traitées.

■ Nature des prestations sous-traitées :

.....
.....

■ Montant des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant :

a) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

▪ Taux de la TVA :

▪ Montant maximum HT :

▪ Montant maximum TTC :

b) Montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant dans le cas de travaux sous-traités relevant de [l'article 283-2 nonies du code général des impôts](#) :

▪ Taux de la TVA : autoliquidation (la TVA est due par le titulaire)

■ **Modalités de variation des prix :**

G - Conditions de paiement.

■ **Compte à créditer :**

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Au nom de

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ **Conditions de paiement prévues par le contrat de sous-traitance :**

H - Capacités du sous-traitant.

- Le candidat produit à l'appui de sa candidature :

1° Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles [45](#) et [48](#) de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée et notamment qu'il est en règle au regard des [articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail](#) concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

° Les documents et renseignements demandés aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat conformément à l'article 44. (Même référence et qualification demandées au titulaire pour la prestation à réaliser)

– Attestation d'assurance, en cours de validité, établissant l'étendue de la responsabilité garantie

I - Attestations sur l'honneur du sous-traitant.

Le sous-traitant déclare sur l'honneur :

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

i) que les renseignements fournis en annexe du présent document sont exacts.

J - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public.

(Cocher les cases correspondantes.)

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial ; le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article 136 du code des marchés publics, en produisant en annexe du présent document :

OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un acte spécial modificatif :

OU

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévus à l'article 127 du code des marchés publics qui est joint au présent document ;

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible. Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

K - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

A _____, le _____

A _____, le _____

Le sous-traitant :

Le candidat ou le titulaire :

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice, compétent pour signer le marché, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A _____, le _____

Le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice :

L - Notification de l'acte spécial au titulaire.

En cas d'envoi
en lettre
recommandée

En cas de
remise contre
récépissé :